

Nouvelles frontières d'analyse et de réponses aux crises alimentaires en Afrique de l'Ouest

Pierre Janin

▶ **To cite this version:**

Pierre Janin. Nouvelles frontières d'analyse et de réponses aux crises alimentaires en Afrique de l'Ouest. L'agriculture face aux défis de l'alimentation et de la nutrition en Afrique : quels apports de la recherche en zones cotonnières?, Jun 2013, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire. ird-01045111

HAL Id: ird-01045111
https://ird.hal.science/ird-01045111

Submitted on 24 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Conférence AGRAR-2013
"L'agriculture face aux défis de l'alimentation et de la nutrition en Afrique : quels apports de la recherche en zones cotonnières?"
Yamoussoukro, 2-4 juin 2013

Nouvelles frontières d'analyse et de réponses aux crises alimentaires en Afrique de l'Ouest

Pierre JANIN
géographe à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)
UMR 201 « Développement et sociétés »
IEDES (Université de Paris 1)/IRD
45bis, avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent sur Marne cedex (France)
pierre.janin@ird.fr

Résumé :

La question des crises est un élément central de débat et un enjeu stratégique pour l'ensemble des protagonistes en Afrique de l'Ouest. Les crises alimentaires et nutritionnelles y possèdent une récurrence, une intensité et une variabilité fortes qui constituent des défis renouvelés. Leur définition, leur délimitation et leur gestion constituent aussi un champ professionnel structuré et ancien d'intervention. Différentes approches conceptuelles et contextuelles peuvent être mobilisées afin de rendre compte de la diversité et de la complexité des crises alimentaires et nutritionnelles. Certaines, davantage descriptives, énumèrent leurs causes et leurs manifestations tandis que d'autres insistent sur leur caractère construit, leurs dynamiques liées aux interactions entre phénomènes. Les différents acteurs institutionnels impliqués, nationaux comme internationaux, ont, jusqu'à présent, surtout favorisé l'amélioration progressive de systèmes experts apportant des réponses techniques de court terme. En parallèle, cette évolution a conduit à une harmonisation de ces cadres de pensée préjudiciable à la prise en compte de la diversité des questionnements et l'intégration des acteurs non-institutionnels. Ce sont ces frontières et ces limites que cet article entend questionner afin de rappeler la dimension politique de la gestion des crises alimentaires (et de leur éventuelle résolution).

Mots-clés :
Crise alimentaire, théorie des crises, insécurité alimentaire, risque, dispositifs de lutte, acteurs, intervention humanitaire.

Summary :

The issue of crisis is a central element of debate and a strategic challenge for all stakeholders in West Africa. Food and nutrition crises have there a recurrence, intensity and high variability constituting renewed challenges. Their definition, delimitation and management also provide an old and structured intervention professional field. Different conceptual and contextual approaches can be mobilized to account for the diversity and complexity of food and nutrition crises. Some, more descriptive, list their causes and manifestations, while others insist on their built character, their dynamic linked to phenomena interactions. All different institutional actors involved, both at national and international levels, have so far mostly favored the gradual improvement of expert systems providing technical short-term responses. In parallel, this has led to a harmonization of these frameworks of thoughts, thus detrimental to the consideration of the diversity of questions and the integration of non-institutional actors. Such are the boundaries and limits that this article aims to question to remind the political dimension of the management of food crises (and their eventual resolution).

Key-words :
Food crisis, crisis theory, food insecurity, risk, food governance, players, humanitarian action.

Les crises alimentaires constituent un extraordinaire champ d'observation : la manière dont une société se représente le risque et la manière dont elle s'efforce d'y faire face s'y dévoilent. Loin d'être un épiphénomène en Afrique subsaharienne, elles constituent un enjeu manifeste aussi bien en termes de gouvernance des ressources que de gouvernementalité des hommes.

Si de nombreux travaux ont été conduits, depuis un siècle, à leur sujet, la décennie écoulée s'en distingue par une augmentation substantielle, compte tenu de la répétition des crises, au Niger (Olivier de Sardan, 2008), au Mali (Arditi, Janin et Marie, 2011), au Malawi (Dorward et Kydd, 2004), en Ethiopie et en Somalie (Maxwell and *al*., 2012). Sans doute est-ce le résultat d'une médiatisation accrue et d'une politisation croissante.

Si les crises alimentaires n'ont pas fondamentalement changé de nature depuis plus d'un siècle, les manières de les aborder ont davantage évolué : on insiste désormais plus sur leur caractère hérité, construit, intriqué et sur leur complexité dynamique (Janin, 2010b). Dans ce domaine, la crise alimentaire de 2007-2008 a quelque peu accéléré ce changement de paradigme. Elle a contribué à renouveler les figures du risque (plus sociétal et plus géopolitique), à élargir ses formes de manifestations (revendications urbaines) et à faire évoluer les approches analytiques (systémique, aléatoire, complexe) permettant d'en rendre compte. Elle a aussi favorisé les réflexions sur les modes de régulation des systèmes alimentaires pour en rappeler leurs contradictions (Holt Gimenez and Shattuck, 2010 ; McMichael, 2009). Un autre de ses mérites est d'avoir permis de remettre, au cœur des agendas politiques, la question agricole en des termes quelque peu modifiés (productionnisme versus agrobiodiversité, spécialisation versus diversification,…), après avoir été délaissée par des politiques favorables au perfectionnement du marché. Une de ses conséquences est aussi d'avoir fait émerger un nouveau mode de questionnement géopolitique (Janin, 2011).

La portée instrumentale des dispositifs de gestion des crises, sans cesse améliorés, de plus en plus coûteux et élargis à de nouveaux acteurs, n'est plus à démontrer. En effet, au-delà des options techniques pour sa résolution, toute « crise alimentaire » constitue un enjeu aux prolongements politiques indéniables: faim et politique entretiennent des liens anciens et étroits en Afrique subsaharienne mais la plupart des décideurs s'en tiennent à une analyse technocratique dépolitisée (Janin, 2010b).

La communication proposée entend vulgariser les réflexions pluridisciplinaires menées dans le champ de l'analyse des crises alimentaires. Elle présentera les différentes approches couramment mobilisés. Elle s'efforcera aussi de rappeler les principales évolutions des dispositions et des dispositifs en matière de « gestion » des crises alimentaires, sans détailler la nature des contextes dans lesquels ils sont mis en œuvre.

1. Les « crises alimentaires » : sujet récurrent, objet pluriel

La notion de « crise » fait l'objet d'un engouement particulier depuis les épisodes majeurs sahéliens des années 1970 et 1980. Ce phénomène est d'abord lié à l'amélioration des moyens d'information et de diffusion et, en parallèle, à la sensibilisation accrue des acteurs impliqués qui en procède. Cela tient aussi, peut-être plus encore, à la manière de l'appréhender et d'en rendre compte.

Cette inflation dans l'usage technocratique et médiatique du terme de « crise » contribue peu à peu, en retour, indirectement, à banaliser ce phénomène, au risque de renforcer l'indifférence et le fatalisme. Avec des conséquences parfois importantes, puisque la mobilisation des ressources – tant monétaires, humaines et organisationnelles –, nécessaires à leur résolution, n'en paraît que plus problématique. En se diffusant la notion de crise s'est aussi affadie : elle a fini par devenir synonyme de toute « phase de changement brutal ou accéléré ayant des effets déstabilisants». Et pourtant, son essence même est d'être hors-norme (Lagadec, 2010). Presque toujours considérée comme un moment critique, au contenu paroxystique, à la « croisée des chemins », une crise offre parfois des opportunités à certains acteurs : aux commerçants-importateurs, aux agriculteurs pouvant répondre à la demande alimentaire, aux promoteurs d'innovations techniques. De manière plus fondamentale, elle peut se révéler infiniment féconde en offrant matière à réflexion : sur l'efficacité des dispositifs de gestion des crises, sur l'efficience des modèles de développement, agricoles ou économiques à promouvoir (Zoundi, 2012) ou encore sur le niveau d'acceptabilité sociétale et individuelle. Toute crise serait donc ambivalente (Parrochia, 2009).

La dimension historique des crises alimentaires dans les régions sahélo-soudaniennes d'Afrique est bien établie et reconnue (Chastanet, 2008, Gado, 1993), même si leurs causes, leurs manifestations et leur intensité peuvent différer fortement (Mourey, 2004). Peu de points communs, en effet, entre :

- Certaines crises, dites « traditionnelles », présentées comme des « crises de disponibilités » (soudure alimentaire aggravée, disette rurale), souvent localisées et prévisibles, présentant un caractère relativement saisonnier ou cyclique, ayant façonné des modes de vie et organisé les mentalités collectives à l'aune d'une éthique de subsistance et d'une économie morale de la redistribution) (Fassin, 2009 : p. 1244);
- et des crises alimentaires moins endogènes, liées à des chocs conjoncturels importés (hausse subite de prix ou accident climatique), marquées par des pertes d'accessibilité aux denrées de base, pouvant donner lieu à des mobilisations sociales parfois violentes, du fait d'un affaiblissement des filets de sécurité traditionnels et du caractère de moins en moins acceptable, pour les jeunes, des inégalités.

Que penser également des « crises tendancielles », liées à une aggravation de la précarité et de la vulnérabilité des moyens d'existence, plus difficiles à percevoir et à analyser, mettant en jeu des aspects plus systémiques ? Quant aux « crises nutritionnelles », pendant longtemps masquées, parfois en décalage avec d'autres éléments d'informations, mises en exergue par la situation nigérienne en 2005, elles sont souvent l'expression d'un dysfonctionnement global : des systèmes de production, du système socio-économique et du système politique (Elmekki, 1999). Pour autant, ces types de crise ne sont pas exclusifs et peuvent se surimposer. Ils peuvent aussi se décliner à différentes échelles, du local au global.

A cet élargissement de leur nature correspond aussi le renouvellement progressif des schémas causaux ou explicatifs. On est passé de considérations fonctionnalistes opérant une distinction hâtive entre l'origine « naturelle » (criquets, sécheresse,…) et « humaine » (guerre, épidémie) des crises alimentaires (Brun, 1975) à des explications insistant sur leur caractère non seulement pluri-dimensionnel (climatique, agricole, économique, sociétal, politique) mais également multifactoriel. Cet effort de classification normative semble un peu vain tant les causes immédiates ou sous-jacentes semblent enchevêtrées, même s'il en facilite la compréhension (Maxwell et Fitzpatrick, 2012). On peut, ainsi, citer mettre en avant la marchandisation croissante des ressources, la libéralisation des échanges, la dégradation des conditions de production, l'accroissement des inégalités et de la vulnérabilité, l'affaissement des filets communautaires, les processus d'individuation. Parallèlement, depuis la Conférence mondiale de l'alimentation de 1996, la définition même de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a été précisée et enrichie par la notion d'environnement sanitaire et sociétal qui associe à la fois des aspects matériels, informationnels, éducationnels et relationnels (Banque mondiale, 2006).

Tableau 1 : Chronologie des chocs naturels au Mali depuis 1960

Type	Années
Sécheresse	1966, 1969, 1973-1974*, 1980, 1983-1985*, 1991,2004, 2005*, 2006, 2009, 2010*, 2012
Inondation	1988, 1989, 1998, 1999, 2000, 2001, 2202, 2003, 2007, 2009*
Criquets	1991, 2004, 2005, 2012

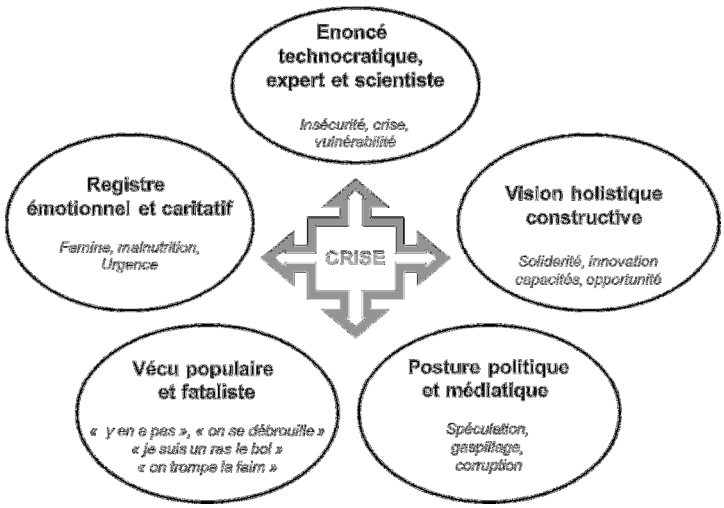
(d'après SEI, 2005 et ACAPS, 2012). Les événements majeurs sont marqués d'une *.

Au-delà de ces distinctions, force est toutefois de reconnaître que les sociétés et les territoires sahélo-soudaniens sont globalement touchés par des « situations de (pré-)crise », caractérisées par certains « chocs », présentant une certaine fréquence et une certaine régularité (cf. tableau 1). Ainsi, les années déficitaires en milieu rural, marquées par des pénuries céréalières – de durée, d'intensité et d'étendue certes variables –, l'emportent généralement sur celles considérées comme « satisfaisantes ou excédentaires », même si les données statistiques restent souvent sujettes à caution. Parallèlement, en milieu urbain, une insécurité alimentaire chronique perdure, directement liée au caractère instable et aléatoire des revenus monétaires et à une précarité endémique. Les populations urbaines qui se

déconnectent des circuits d'approvisionnement d'autoconsommation élargie restent donc particulièrement vulnérables à tout renchérissement des prix de détail des produits de première nécessité ainsi qu'aux ruptures éventuelles d'approvisionnement.

Les échelles de temps et d'espace constituent donc des marqueurs stratégiques pour toute analyse de crise. Certaines zones peuvent être plus particulièrement touchées alors que d'autres sont plutôt épargnées. Certains périodes temporelles sont plus critiques que d'autres (Howe, 2010). L'idée de répétition ou de persistance des crises fait parallèlement son chemin (Egg et Michiels, 2012), confortée par la pérennisation de certaines situations régionales (zone Niger-Tchad-Soudan, Corne de l'Afrique), tandis que d'autres parlent de « crises prolongées » (Pingali 2005 ; FAO 2010) ou « persistantes » (Øygard, 2005). Ces qualifications signent ainsi la fin d'un clivage entre dimension conjoncturelle et dimension structurelle des crises et la prise en compte d'une plus grande complexité. Toute crise est, en effet, à la fois un héritage, un état et un devenir : c'est bien ce qu'expriment, par exemple, les différents indicateurs de vulnérabilité ou de malnutrition chronique. Dans cette perspective, on peut aller jusqu'à considérer une crise comme un événement sans début précis, ni fin véritable. Enfin, nul doute que la conjonction de leurs différentes dimensions (agro-environnementale, économique, sociétale, voire sécuritaire) contribue à leur donner une intensité particulière et un caractère encore plus systémique.

Figure 1 : Les registres d'expression des crises



Source : Janin, 2013.

Les crises (alimentaires) africaines constituent un important champ d'étude depuis les années 1990. Pour en rendre compte, on peut distinguer les approches «émiques» basées sur les connaissances, les représentations propres de ceux qui y font face et les approches « étiques » lesquelles découlent des classifications conceptuelles, parfois réifiantes, propres aux sciences sociales. Partant de là, plusieurs registres ou scènes d'expression peuvent être identifiés :

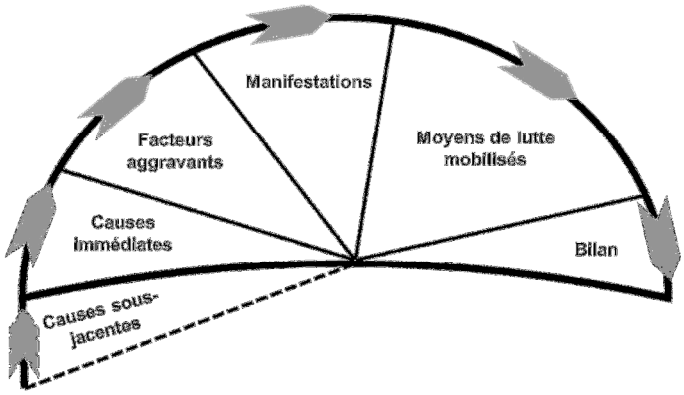
- « technocratique », comme énoncé expert scientiste faisant la part belle aux données chiffrées objectivées afin de hiérarchiser les priorités d'action (indicateurs quantitatifs, scores et ratios) ;
- « expressif », basé sur la médiatisation des figures de victimes et de leur ressenti afin de générer de la compassion émotionnelle (Dauvin, 2006) ;
- « politisé », par la place accordée à l'instrumentalisation des actions réelles ou supposées : soit pour les dénoncer, soit pour les justifier, afin d'asseoir d'autres légitimités (Janin, 2008) ou pour créer des « niches » de captation de financements;
- enfin, « holiste » soucieux d'appréhender les processus dans leur complexité paradigmatique (interactions, ambivalence,…) pour améliorer le pilotage coordonné des différents sous-systèmes de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

2. Les approches analytiques et conceptuelles des crises alimentaires

Comment aborder des « crises alimentaires » aux origines, aux manifestions, aux dimensions différentes ? Y a –t-il des « crises traditionnelles » et des « crises nouvelles » (Vanhaute, 2012) ? Les crises agricoles sont-elles toujours liées à des pénuries céréalières ? Les crises alimentaires ont-elles toutes une dimension nutritionnelle évidente et/ou marquée ? Autant d'interrogations pertinentes que nous n'aborderons qu'à la marge, cherchant surtout à mettre l'accent sur les grilles d'analyse mobilisables.

Dans ce domaine, de nombreuses approches existent avec leurs atouts, leurs exigences et leurs limites. Si l'on excepte les approches purement théoriques (théories des famines par exemple) qui renseignent peu sur l'emprise réelle des crises, la plupart d'entre elles sont à la fois « sectorielles » et « contextuelles ». Les premières juxtaposent – davantage qu'elles n'associent – les différents champs d'une crise alimentaire : agricole, alimentaire, nutritionnel, sanitaire, démographique. Toute la difficulté réside alors à comprendre comment se transfère le risque d'insécurité alimentaire d'un champ à l'autre et quels seront les effets des actions mises en œuvre. Quant aux aspects contextuels, ils porteront sur un ensemble de marqueurs (lieux, temporalités, échelles, acteurs) et dynamiques (pratiques et logiques) qui permettent de mieux référencer chaque crise mais nécessitent une plus grande proximité avec le terrain. Les différentes approches que nous allons présenter (« fonctionnaliste », « processuelle » et « actionnaliste ») procèdent, pour leur part, de manière intriquée.

Figure 2 : Approche « fonctionnaliste »



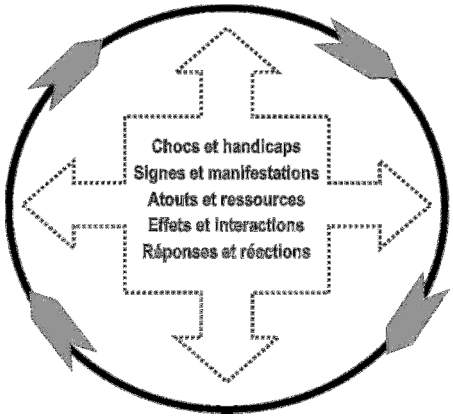
Source : Janin, 2013.

L'analyse « fonctionnaliste » reste généralement très descriptive et très énumérative. La crise est, ici, considérée comme un épiphénomène doté d'une certaine linéarité, du fait du lien causal établi entre choc et impact (Pündrich, 2009). Le dispositif de gestion mis en place en découle très largement : il est davantage réactif, de manière tactique, et vise à limiter l'intensité de la crise (cf. Figure 2). Le point d'entrée dans « la crise » est très lié à l'étape de l'identification des « causes immédiates ou sous-jacentes » et des « manifestations ». Ce qui procède parfois d'une démarche un peu réductrice. Cette approche insistera aussi sur les étapes chronologiques, avec le risque d'accorder une trop grande place à certains événements ou de privilégier certains indicateurs au détriment d'autres. Il s'agit donc avant tout d'une entrée plutôt normative qui a la faveur des intervenants humanitaires.

L'approche « processuelle », quant à elle, part de trois postulats différents : que toute crise est un continuum temporel ; qu'elle est le résultat d'événements hérités endogènes comme exogènes ; qu'elle est une construction nourrie par un ensemble de décisions et d'actions. Elle identifie différentes « boîtes » constitutives d'une crise dont elle essaie de comprendre les interdépendances et les interrelations. La grande différence porte sur la relation aléatoire, et souvent ambivalente, qui les lie. « Chocs et handicaps » renvoient explicitement au aux contraintes et aux fragilités de toute nature ; ils viendront nourrir la situation à risque/de pré-crise/de crise, tandis que les « Atouts et ressources » en constitueront plutôt des éléments stabilisateurs et protecteurs. Quant aux « Signes et manifestations », ils constituent les éléments perçus et ressentis que prendront en compte des indicateurs avancés et de suivi. Enfin, les rubriques « Effets et interactions », « Réponses et réactions » s'intéressent plutôt aux

dynamiques de la crise, à partir de quelques objets (l'approvisionnement, la redistribution, …) mettant aux prises différents types d'acteurs.

Figure 3 : Approche « processuelle »

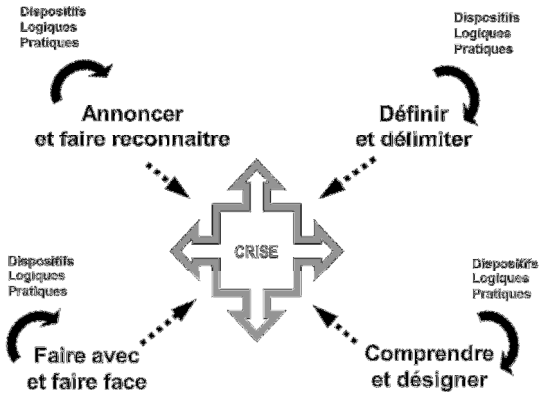


Source : Janin, 2013.

L'analyse « dysfonctionnelle », pour sa part, considère une crise alimentaire comme le résultat de processus d'exclusion, de perte de droits et/ou de perte d'accès, qu'il s'agisse d'individus ou de communautés (Hugon, 2000 ; Rubin, 2008 ; Watts, 1991). Elle s'appuie donc beaucoup sur les acquis des travaux antérieurs d'A. Sen.

Enfin, l'approche « actionnaliste » s'intéresse plutôt aux différents registres de représentation de la crise ainsi qu'aux répertoires d'action mobilisés. Chacun peut être abordé de manière sériée, cherchant à caractériser les effets de structures (« les dispositifs »), les objectifs et les intérêts (« les logiques ») des acteurs impliqués ainsi que les « pratiques » (positionnement, postures,…) qu'elles dévoilent (Janin, 2011b).

Figure 4 : Approche « actionnaliste »



Source : Janin, 2013.

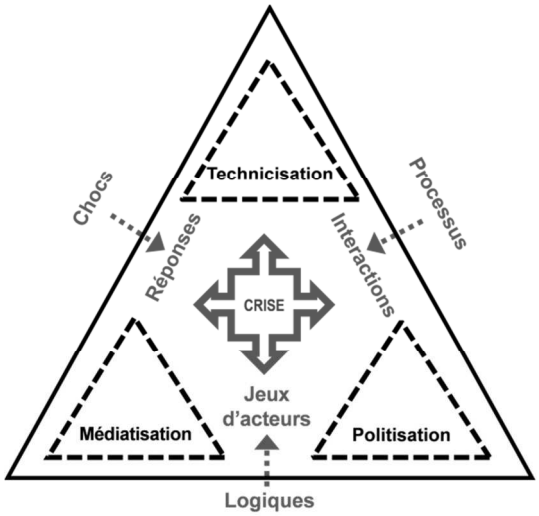
Sans chercher à vouloir faire la synthèse de ces différentes approches, il est possible de rechercher quelques clés organiques utiles à la compréhension de la diversité des crises alimentaires. Toute crise s'organiserait donc autour de trois champs : celui des contraintes, des chocs, des aléas et des stress de toute nature auxquels font face les acteurs et les systèmes ; celui des adaptations, des réactions et des stratégies éventuelles mises en place ; et celui des perceptions du risque et des représentations du changement.

Par ailleurs, nous savons qu'une analyse de crise faisant le pari de la complexité, doit prendre en compte : ses déterminants (la crise comme phénomène hérité), son contexte (la crise comme processus localisé et

enraciné) comme ses dynamiques (la crise comme objet construit par le jeu de nos connaissances, de nos représentations, de nos logiques et de nos pratiques).

Cela peut être schématisé par la figure ci-dessus (Fig. 5). « Chocs », « Processus » et « Logiques » constituent la trame de fond de la crise, tandis que « Réponses », « Interactions » et « Jeux d'acteurs » en constituent l'expression interne, à la fois pour tenter de la résoudre (gestion), éventuellement pour éviter son renouvellement mais également malheureusement pour venir la nourrir (co-production).

Figure 5 : Crise comme objet construit



Source : Janin, 2013.

Parallèlement, trois répertoires d'action et d'analyse viennent dynamiser – et souvent différencier – chaque trajectoire de crise. Celui de la « technicisation » est encore fortement dominant dans le champ, il se déploie à la fois comme discours et comme pratique pour la résolution des crises en fonction de procédures codifiées et d'objectifs assignés. Celui de la « politisation » est au cœur même de la dynamique de crise. Il consiste à prendre en compte les points de tension et les interfaces stratégiques entre acteurs ; toutefois, il peine encore à être réapproprié et à être traduit en actes par les institutions, dans la mesure où il apporte une lecture nettement plus critique des actions mis en place tout en accordant aux acteurs locaux ou internes une plus forte attention. Enfin, celui de la « médiatisation » semble en rapide expansion, autant pour rendre compte des interventions, pour mobiliser que pour fortifier certaines légitimités. Ils agissent comme autant de « descripteurs » de l'ensemble des discours, des postures et des positionnements des protagonistes des crises tout en opérant comme autant d'outils d'instrumentation.

3. Les évolutions des outils d'analyse et des dispositifs d'intervention

En l'espace de deux décennies, les outils, les protocoles et les dispositifs régissant les interventions d'urgence alimentaire ont sensiblement évolué.

On est passé de dispositifs centralisés, portés par des institutions étatiques nationales ou sous-régionales (CILSS), opérant plutôt dans le domaine agricole, à des dispositifs plus ouverts et plus inclusifs, accordant une place croissante aux aspects nutritionnels, partiellement décentralisés, plus ou moins co-gérés, mettant aux prises un panel élargi d'acteurs (institutionnels et non-institutionnels). Cette évolution offre de perspectives prometteuses mais nécessite à la fois des compétences coordinatrices et une légitimité technocratique et politique difficiles à réunir.

Au sein des dispositifs en reconstruction, les élites administratives doivent aussi composer avec certains acteurs sociaux (réseaux associatifs, syndicats, organisations et fédérations paysannes, médias, ONG, leaders religieux) qui pèsent sur les débats et, parfois, sur les décisions. De nouveaux outils — plate-forme

participative, forum de négociation, site internet — sont par ailleurs mis en place pour la gestion des programmes. Les acteurs de solidarité internationale – qu'il s'agisse d'ONG internationales comme d'associations locales – ont également pris une place de plus en plus importante dans la gestion des crises du fait de la mise en place d'actions de moyen terme. Ces dernières sont donc autant des opérateurs humanitaires que des opérateurs de développement. Experts et décideurs réfléchissent aussi sur la manière d'impliquer plus fortement les réseaux marchands, restés jusque-là en dehors de tels dispositifs, compte tenu de leur rôle stratégique dans la fourniture délocalisée et pérenne de denrées, qui va bien au-delà des capacités des acteurs de l'aide (Programme alimentaire mondial, UNICEF, Médecins sans frontières, CARE, OXFAM, World Vision,…). Des projets de coopération transfrontalière décentralisée sont également à l'ordre du jour (entre le Niger et le Nigeria par exemple : Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CILSS) / Club du Sahel en Afrique de l'Ouest (CSAO) / Famine early warning system (FEWS NET) / OCHA / PAM / RESIMAO / UNICEF, 2006). On s'efforce de plus en plus, de mettre en place des diagnostics participatifs , associant plus directement élus, associations, groupements paysans et opérateurs humanitaires (ex : plans communaux de sécurité alimentaire au Mali, initiative *Household Economy Approach* en Afrique de l'Ouest). Ce prisme communautaire est sensé favoriser un meilleur ciblage des zones et des populations vulnérables et permettre de gagner en réactivité. En réalité, son objectif va bien au-delà et révèle un véritable changement de paradigme pour les populations-cibles : ne plus être de simples bénéficiaires et devenir, peu à peu, les promoteurs d eleur propre résilience.

De même, en matière de diagnostic anticipé des crises, les dispositifs nationaux ont peu à peu intégré certains indicateurs nutritionnels de base. À partir de 2007-2008, la lutte contre la malnutrition a fait son apparition dans les actions sous-régionales portées par L'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO). On peut, certes, juger que ces évolutions ont été « contraintes » du fait des échecs enregistrés en Afrique subsaharienne pour diagnostiquer et prévenir les situations de crise. De fait, il a fallu du temps pour interpréter et comprendre l'imparfaite concordance entre crises agricoles, crises alimentaires et urgences nutritionnelles (Michiels et Egg, 2007). Mais on peut, dans le même temps, estimer qu'elles sont la rançon du renouvellement « non contraint » des cadres interprétatifs des crises (moins déterministes et plus constructivistes).

De son côté, l'aide alimentaire, réduite et parcimonieuse, ne constitue plus l'instrument premier d'appui. Les organismes, précédemment chargés de distribuer de l'aide alimentaire (selon les modalités établies par la Charte de l'aide alimentaire datant de 1990) ont vu leurs missions évoluer vers des actions de prévention et d'atténuation des effets des crises (Club du Sahel, 2008). De son côté, depuis 2006, l'Union européenne a également opéré une segmentation entre « aide alimentaire » (et la logistique, dévolue à ECHO) et « sécurité alimentaire », dont le programme possède un volet ciblant les Etats fragiles, vulnérables ou « faillis » (Soudan, Somalie). En contrepartie, le panel des actions d'urgence, menées conjointement, s'est élargi : certaines visent à assurer un accès aux aliments, d'autres ciblent plus la capacité monétaire des populations vulnérables quand d'autres s'efforcent de préserver le capital productif. Portées par les institutions internationales, elles sont également très souvent présentes dans les programmes des ONG.

Au carrefour de la prévention et de la gestion des crises alimentaires, on peut noter que la question du stockage, longtemps parent pauvre des politiques libérales, uniquement valorisée à l'échelle locale des familles et des communautés villageoises (Cortes et Gomez, 2012), est en passe d'être réhabilitée avec l'idée de stocks régulateurs nationaux et sous-régionaux (Union économique et monétaire Ouest-africaine, 2011). Les institutions sous-régionales (CILSS, UEMOA, Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) proposent désormais une stratégie globale multi-échelles. Ce qui va bien au-delà des fonctions assignées aux « vieux » stocks nationaux de sécurité (SNS) et aux stocks « politisés » d'intervention (SI). Dans le domaine économique, la question de la régulation des marchés, en réaction à l'instabilité croissante des prix agricoles, connaît, depuis 2008, un engouement scientifique et technocratique particulièrement marqué (Araujo-Bonjean, 2010 ; Galtier, 2011 ; Maître d'Hôtel et *al*., 2012). D'autres initiatives récentes s'efforçant de reconstituer des filets sociaux de sécurité primaire se révèlent également prometteuses et pourraient être testées en Afrique de l'Ouest (Miller, Tsoka et Reichert, 2011). Parallèlement, l'élevage ayant un rôle majeur à jouer en termes de sécurisation des zones de vie et des moyens d'existence, l'étude des crises pastorales connaît un regain progressif d'intérêt. A un autre niveau, on s'interroge sur la nécessité de recréer des intégrations territoriales de proximité entre

des zones de fortes potentielles agricoles et des zones de vulnérabilité alimentaire afin de renforcer la réactivité locale des systèmes agricoles et diminuer la dépendance structurelles croissante aux marchés internationaux de plus en plus instables.

Tableau 2 : Typologie des réponses aux crises alimentaires

Temporalités	Court terme	Moyen terme	Long terme
Principe	Curatif, ponctuel	Réactif, protecteur	Proactif, anticipateur
Objectif	Aide	Réduction des risques de catastrophe	Renforcement des capacités et de la résilience
Qualification	Dependence (1) Livelihood provision(2) Relief (3) Reconciliation (4) Livelihood protection (5) Urgence humanitaire (6) Emergency relief (7) Provisioning (8)	Independence (1) Livelihood protection (2) Rehabilitation (3) Rehabilitation (4) Livelihood improving (5) Réhabilitation (6) Rehabilitation work (7) Protection (8)	Interdependence (1) Livelihood promotion (2) Development (3) Reconstruction (4) Transforming livelihood (5) Développement durable (6) Development assistance (7) Promotion (8)
Champ agro-alimentaire	Distributions gratuites Ventes subventionnées *Food for work* *Cash for work*	Diversification culturale Renforcement du stockage	Formation agricole Gestion des terroirs Sécurisation foncière
Champ socio-économique	Coupons alimentaires *Social cash transfer*	Crédit Contrôle des prix Diversification d'activités	Régulation des marchés Développement de chaînes de valeur
Champ bio-médical	Appui médical Récupération nutritionnelle	Programmes de suivi et d'appui nutritionnel	Education nutritionnelle Santé primaire

D'après (1) Matus, 2007. (2) Maxwell, 1999. (3) UE-CEDEAO, 2008. (4) Green, 2000. (5) Devereux, 2004. (6) Grünewald ; (7) OECD, 1997 ; (8) Renzaho and Mellor, 2010.

Autre domaine dans lequel des avancées significatives sont à relever : les cadres à visée opérationnelle auxquels il possible de rattacher également la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC). A défaut d'être systématiquement mis en pratique, ces « nouveaux » cadres d'action sont au moins énoncés et inscrits dans les agendas. Face à la multiplication des dispositifs d'information et de surveillance (de la part d'institutions impliquées dans la gestion des crises), leur harmonisation progressive – tant du point de vue méthodologique qu'analytique – est désormais considérée comme une priorité. Il en va de l'évaluation des actions entreprises et de leur amélioration. Ceci a, par exemple, conduit à la production d'échelles standardisées de classement des risques de crise (FAO, 2006 et 2012). Elle a fait l'objet d'une application pionnière en Somalie (http://www.fsnau.org/ipc/ipc-map) avant de se diffuser : elle tend à se substituer aux autres échelles utilisées par l'*Institute of Development Studies* (Burg, 2008), par le *Early Warning Working Group* (Howe et Devereux, 2004) et par le FEWSNET, même si le CILSS-AGHRYMET en propose une variante plus agricole (Pini, 2006). Cette dernière version de 2012 affiche des ambitions prescriptives évidentes en termes d'harmonisation des cadres logiques, de consensus opérationnel et de production de normes technocratiques.

Pour autant, la distinction entre « contexte de développement » et « contexte de crise » s'est maintenue (Pingali and *al*., 2005 ; White et Cliffe, 2000). Elle s'est traduite par la spécialisation des modes d'intervention et des actions menées (cf. « Twin Track Approach » de la FAO par exemple). Le PAM ne procède pas autrement en différenciant : des programmes d'urgence pour les situations de crise et des programmes de renforcement des capacités et de sécurisation des moyens d'existence (Darcy et Hofmann, 2003). Toutefois, de nombreux opérateurs en pointent les limites.

En effet, on peut bien considérer que les actions immédiates destinées à « gérer la crise présente » auront une incidence sur la capacité à faire face à une éventuelle future crise. Distinguer des phases de crise (pré-crise, crise et post-crise) serait donc réducteur. Bien au contraire, comme le relevait l'approche processuelle, si chaque crise a une trajectoire particulière, liée à l'enchaînement temporel des décisions et à l'enchevêtrement des processus constitutifs, il s'agit surtout d'un continuum ou d'un processus qui lie différentes temporalités (cf. Tableau 2). D'où également la convergence entre les différents cycles : de collecte de l'information, d'analyse et de planification des actions et de mise en œuvre des programmes (Barret, Bell, Lentz et Maxwell, 2009).

***

Les représentations des crises alimentaires (africaines) ont singulièrement évolué depuis le début des années 2000. On peut d'abord y voir un « effet de contexte » lié au renforcement des risques multiformes dans certains contextes sahélo-soudaniens (le lien entre crise écologique, crise politique et crise alimentaire serait ainsi réactivé), la globalisation systémique du risque (via la marchandisation des ressources et le processus de dérégulation des économies et des sociétés), l'élargissement progressif des intervenants (avec le rôle croissant des entreprises privés et des mobilisations sociales). On peut tout autant considérer qu'il s'agit d'un « effet de structure » induit par le renouvellement des cadres explicatifs, analytiques et interprétatifs des crises à visée opérationnelle depuis le début de la décennie 2000. Le phénomène de non-concordance entre crise céréalière, crise agricole, crise pastorale, crise alimentaire et crise nutritionnelle en constitue un des points clés (Maxwell, et *al*., 2010).

En parallèle, le phénomène d'amélioration progressif des dispositifs de *monitoring* des crises, de plus en plus coûteux et performatif, se poursuit au gré des améliorations technologiques. La plus visible est l'intégration des données spatialisées (SIG) traitant des différentes dimensions des crises alimentaires (agro-environnementale, socio-économique, nutritionnelle). Deux échelles de représentation cartographique sont privilégiées : locale ou régionale, pour la vulnérabilité des systèmes de vie (et leur éventuelle résilience), nationale ou sous-régionale, pour la hiérarchisation des situations alimentaires à risque. Un seuil d'efficacité semble néanmoins avoir été atteint par ces approches classificatoires normées conjoncturelles des crises alimentaires. En effet, de tels dispositifs suivis d'enquête restent coûteux et peinent à prendre en compte les temporalités longues des processus en œuvre (et leur réversibilité éventuelle) qui peuvent plus difficilement faire l'objet d'une mesure chiffrée.

D'une manière générale, les recherches comme les interventions se sont davantage focalisées sur l'amélioration des instruments de *monitoring* des crises alimentaires et nutritionnelles au détriment de leur réappropriation sociétale et politique, alors même que derrière l'apparente objectivation des instruments, la gestion d'une crise constitue un enjeu fondamental de pouvoir (en termes de ressources, de reproduction sociale ou de légitimation symbolique et politique). Qui plus est, dans les différents pays africains concernés, ces dispositifs constitués consacrent l'émergence d'une véritable ingénierie technocratique, à visée performative, partageant un ensemble de savoirs normés et d'outils codifiés et participant d'un décentrement sociétal et politique de la gestion des crises, même si ce point reste ambivalent. En effet, la décentralisation de la gestion technique des crises est contrebalancée par le maintien d'une centralisation de la décision politique. De fait, en dépit de ce perfectionnement incessant, ces systèmes experts peinent à anticiper et à réduire des crises toujours plus complexes et plus durables (UE-CEDEAO, 2008). Ne conviendrait-il pas, dès lors, de modifier la perspective ? Des analyses plus enracinées (à ne pas confondre avec les approches localisées), en termes d'économie politique, prennent ainsi tout leur sens, même si elles restent parfois difficiles à mettre en œuvre dans des systèmes de gouvernement encore parfois semi-autoritaires. Elles ont le mérite de permettre l'identification des lignes de fracture et des zones de friction (pas toujours déclarées comme telles entre acteurs par exemple) susceptibles de renforcer les incertitudes. De manière plus concrète, on peut, par ailleurs, penser que la promotion de la co-gestion participative de ces dispositifs, par l'insertion d'acteurs sociaux intermédiaires, non-experts, est porteuse, à moyen terme, en termes de gouvernance. Elle aurait l'avantage de ne pas laisser aux seuls acteurs militants et associatifs la tâche de « politiser l'agenda de la faim » pour tenter de la (ré-)inscrire au cœur des préoccupations et des débats.

Références bibliographiques

ACAPS, 2012. *Disaster Needs Analysis. Mali – March 2012*, http://www.acaps.org/img/documents/disaster-needs-analysis-mali-dna-mali.pdf.

Araujo Bonjean C., Brunelin S., Simonet C., 2010. *Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché*. Document de travail, AFD, **95**, 134 p.

Arditi C., Janin P. et Marie A., éds., 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*. Paris, France : Karthala.

Barrett C., Bell R., Lentz E. C. and Maxwell Daniel, 2009. Market information and food insecurity response analysis. *Food Security*, **1**, 151–168.

Burg J., 2008. Measuring populations' vulnerabilities for famine and food security interventions: the case of Ethiopia's Chronic Vulnerability Index. *Disasters*, **32(4)**, 609−630.

Brun T. A, 1975. Des famines climatiques aux famines économiques (évolution contemporaine des causes et des conséquences des famines. *Revue Tiers-Monde*, **16(63)**, 609-630.

Chastanet M. 2008. Famines, subsistances et enjeux sociopolitiques dans les traditions historiques : exemples soninkés (Sénégal, Mauritanie, Mali. In: Chastanet M. et Chrétien J.-P., éds. *Entre la parole et l'écrit. Contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude-Hélène Perrot*, Pris, France : Karthala, 77-97.

CILSS-CSAO-FEWSNET-OCHA-PAM-RESIMAO-UNICEF, 2006. *Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano-Katsina-Marad*i. K²M, http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/38490626.pdf.

Club du Sahel, 2008. *Nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, http://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281211.pdf.

Cortes Pons G. and Gomez Carrasco I., 2012. *Première ligne de défense : évaluation du potentiel des stocks de proximité dans le Sahel*, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/premiere_ligne_de_defense__evaluation_du_potentiel_des_stocks_de_proximite_dans_le_sahel.pdf.

CSAO-OCDE-CILSS, 2012. *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, www.oecd.org/fr/csao/publications/41281118.pdf.

Darcy J., Hofmann C.-A., 2003. *According to need? Needs assessment and decision-making in the humanitarian sector*. www.odi.org.uk/resources/docs/285.pdf.

Dauvin P., 2006. 3. Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information. In: Le Pape M. *et al.*, *Crises extrêmes*, Paris, France : La Découverte, 57-71.

Devereux S., 2004. *Food security issues in Ethiopia: Comparisons and contrasts between lowlands and highlands areas,* http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC15761.pdf

Dorward A. and Kydd J., 2004. The Malawi 2002 Food Crisis: The Rural Development Challenge, *The Journal of Modern African Studies*, **42(3)**, 343-361.

Egg J. et Gabas J.-J., dir., 1997. *La prévention des crises alimentaires au Sahel : Dix ans d'expérience d'une action menée en réseau 1985-1995*. Paris, France : Club du Sahel-OCDE.

Fassin D., 2009. Les économies morales revisitées. *Annales HSS*, **6**, 1237-1266.

Michiels D. et Egg J. (avec les contributions de Blein R. et Delpeuch F., 2007. *Les politiques de prévention et de gestion des crises alimentaires. Enseignements de la crise du Niger de200*5. Paris, France : MAEE-DGCID.

Elmekki, A.G., 1999. Food crises: Their roots in a country's political and developmental crisis. In: Suliman M., eds. *Ecology, politics and violent conflicts.* London, Great Britain: Zed Books, 228–256.

FAO, 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongée*s. Rome, Italie : FAO.

OXFAM, 2010. *La faim au Sahel: une urgence permanente ?*, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-faim-sahel-urgence-permanente-15122010-fr.pdf.

FAO, 2012. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : Manuel technique version 2.0. Preuves et normes pour une meilleure prise de décision en sécurité alimentair*e. Rome, Italie : FAO.

Gado Alpha B., 1993. *Une histoire des famines au Sahel. Étude des grandes crises alimentaires (XIXe-XXe siècle)*. Paris, France : L'Harmattan.

Galtier F. et Vindel B. (collab.), 2012. *Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement Une analyse critique des stratégies et des instruments*. Paris, France : Agence Française de Développement.

Green R. H., 2000. Rehabilitation: Strategic, Proactive, Flexible, Risky? *Disasters*, **24(4)**, 343–362.

Holt Giménez E. & Shattuck A., 2011. Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *Journal of Peasant Studies*, **38(1)**, 109-144.

Howe P., 2010. Archetypes of famine and responses. *Disasters,* **34(1)**, 30−54.

Howe P. et Devereux S., 2004. Famine Intensity and Magnitude Scales: A Proposal for an Instrumental Definition of Famine. *Disasters*, **28(4)**, 353-372.

Hugon P., 2000. L'économie de la famine, inefficience du marché, inéquité des droits ou risque systémique? *Revue économique*, **51(3)**, 635-648.

Janin P., 2008. Le soleil des indépendances (alimentaires) » ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal. In : Giblin B. et Janin P., éds., 2008. *Les enjeux de la crise alimentaire mondiale*. Paris, France : La Découverte, *Hérodote*, **131**, 92-117.

Janin P., 2010a. L'insécurité alimentaire au Sahel : permanence du questionnement, renouvellement des approches. *Cahiers Agricultures*, **19(3)**, 177-184.

Janin P., coord., 2010b. Surveiller et nourrir, *Politique africaine*, **119**.

Janin P. 2011. Sécurité alimentaire et changement climatique : une lecture géopolitique des crises africaines et de leurs conséquences. In : Sellin C. et Gardelle L., dir., *Réguler la mondialisation. Les défis du nucléaire et du réchauffement climatique*. Brest, France : Centre de recherche bretonne et celtique, 93-107.

Janin P., 2011b. Leçons d'une crise alimentaire annoncée. In : Arditi C., Janin P. et Marie A., éds., *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*. Paris, France : Karthala, 41-68.

Lagadec P., 2010. Crises « hors cadres » : oser un enseignement. In : Hirsch E., *Traité de bioéthique*. Paris, France : ERES, 469-485.

Maître d'Hôtel É. *et al.*, 2012. Les politiques de gestion de l'instabilité des prix agricoles » Leçons des expériences menées à Madagascar, au Mali et en Zambie. *Revue Tiers Monde*, **211**, 71-89.

Matus J., 2007. The future of food security in the Three Areas of Sudan. *Disasters,* **31(s1)**, s91−s103.

Maxwell D., 1999. Programs in chronically vulnerable areas: challenges and lessons learned. *Disasters*, **23(4)**, 373-384.

Maxwell D. & Fitzpatrick M., 2012. « The 2011 Somalia famine: Context, causes, and complications. Special Issue on the Somalia Famine of 2011-2012, *Global Food Security*, **1(1)**, 5-12.

Maxwell D., Gelsdorf K., Haan N. and Dawe D. eds., 2012. Special Issue on the Somalia Famine of 2011-2012, *Global Food Security*, **1(1)**, 1-80.

Maxwell D., Webb P., Coates J., Wirth J., 2010. Fit for purpose? Rethinking food security responses in protracted humanitarian crises. *Food Policy*, **35(2)**, 91–97.

McMichael P., 2009. A food regime analysis of the 'world food crisis'. *Agricultural Human Values*, **26**, 281–295.

Michiels D., Egg J., Blein R., 2012. La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger : la rénovation urgente des politiques de sécurité alimentaire. *Cahiers Agricultures*, **21**, 302-310.

Miller C. M., Tsoka M., Reichert K., 2011. "The impact of the Social Cash Transfer Scheme on food security in Malawi", *Food Policy*, **36**, 230-238.

Mourey Alain, 2004. *Manuel de nutrition pour l'intervention humanitaire*, CICR, p. 222.

OECD, 1997. *DAC Guidelines on Conflict, Peace and Development Co-operation.* Paris, France: OECD.

Olivier De Sardan J.-P. éd., 2008. La crise alimentaire au Niger, *Afrique contemporaine*, **225**. Paris, France : AFD.

Øygard R., 2005. *Malawi's persistent food crisis*, http://www.aae.wisc.edu/seminars/papers/2005%20Fall%20papers/DevEcon/oygard.12.08.pdf.

Parrochia D., 2009. Une approche scientifique des crises est-elle possible ?, In : Portal T., *Crises et facteur humain. Les nouvelles frontières mentales des crises*. Paris, France : De Boeck Supérieur, 189-196.

Pingali P., Alinovi L. and Sutton J., 2005. Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience. *Disasters*, **29(s1)**, S5−S24.

Pini G., 2006. Drought impact assessment on food security: timing information for food crisis prevention. *Second MTP Training Course on Climate Change and Extreme Events, 7 July 2006, Florence, Italy.* Florence : Ibimet CNR.

Pündrich A. P. et *al*., 2009. Les dimensions des crises : Analyse de deux études de cas sous les approches processuelle et événementielle, *Revue internationale d'intelligence économique*, **1**, 213-235.

Renzaho A.M.N, Mellor D., 2010. Food security measurement in cultural pluralism: Missing the point or conceptual misunderstanding? *Nutrition*, **26(1)**, 1–9.

Roshni M., 2007. *Famine in Malawi: Causes and Consequences*, Human Development Report 2007/2008. UNDP.

Rubin O., 2008. The Malawi 2002 Famine – Destitution, Democracy and Donors. *Nordic Journal of African Studies,* **17(1)**, 47–65.

Rubin O., 2009. The Niger Famine: A Collapse of Entitlements and Democratic Responsiveness. *Journal of Asian and African Studies*, **44(1)**, 279-290.

UE-CEDEAO, 2008. *La politique agricole régionale (ECOWAP) et l'Offensive pour la production alimentaire et contre la faim, Séquence thématique prospective: Quels instruments pour assurer l'accès à l'alimentation des populations vulnérables?* Paris, France *:* CEDEAO.

UEMOA, 2011. *Etude sur la mise en place d'un dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire dans l'espace UEMOA*.

Vanhaute E., 2011. From famine to food crisis: what history can teach us about local and global subsistence crises, *Journal of Peasant Studies*, **38(1)**, 47-65.

Watts M., 1991. Entitlements or Empowerment? Famine and Starvation in Africa. *Review of African Political Economy*, **51**, *The Struggle for Resources in Africa*, 9-26.

White P., Cliffe L., 2000. Matching Response to Context in Complex Political Emergencies: 'Relief', 'Development', 'Peace-building' or Something In-between? *Disasters*, **24(4)**, 314–342.

Zoundi Sibiri J., 2012. Agriculture vivrière : les Africains confrontés à des choix controversés de modèles agricoles. *Cahiers Agricultures*, **21**, 366-373.